

Nouvelle Commission et SIG

Dans sa communication du 26 janvier 2005 sur "Les objectifs stratégiques 2005-2009", le président Barroso précise qu'un environnement favorable à l'entreprise préservera "le rôle spécial reconnu aux services d'intérêt général" (point 1.1, 2^{ème} alinéa).

C'est un élément important à souligner, même si, par ailleurs, le programme de travail semble résulter du plus petit dénominateur commun susceptible de rassembler les vingt cinq commissaires de la nouvelle Commission. Commentant ce programme, le président Barroso a précisé qu'il croyait que "des services d'intérêt général forts sont essentiels pour une économie moderne dynamique et aident à garantir la cohésion de l'Union. C'est un dossier sur lequel la Commission reviendra cette année".

Directive-cadre services

Lors de la présentation, le 2 février 2005, devant le Parlement européen, de sa stratégie pour relancer la croissance européenne, José Manuel Barroso a annoncé que la Commission était "prête à travailler activement avec le Parlement et le Conseil pour trouver un consensus acceptable dans la perspective d'une première lecture au Parlement. Nous nous concentrerons particulièrement sur des domaines tels que l'application du principe du pays d'origine et son impact potentiel sur certains secteurs". Le commissaire Verheugen, en charge des entreprises et de l'industrie, a, pour sa part, assuré que la Commission veillerait "à ce que la directive prenne en compte les préoccupations qui ont été formulées au sujet des services publics".

De son côté, la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs du Parlement européen a annoncé, le 3 février dernier, la création d'un groupe de travail sur la directive services qui accompagnera les travaux de la commission parlementaire dans l'élaboration de son rapport. Evelyne Gebhardt a souhaité que le groupe soit ouvert à tous les membres du Parlement compétents sur le fond. Par souci de transparence, les réunions seront publiques, le Conseil et la Commission y seront invités. Quatre réunions sont déjà prévues, les 28 février, 17 mars, 7 et 20 avril.

Convention d'Arrhus

Le Conseil environnement du 20 décembre dernier est, notamment, parvenu à un accord politique sur deux textes qui transposent en droit communautaire la Convention d'Arrhus. Il s'agit d'une proposition de règlement donnant aux citoyens et leurs représentants le droit de participer aux décisions environnementales et l'accès aux informations détenues par toutes les institutions européennes et organes de l'Union, ainsi que d'une proposition de décision en vue de ratifier la Convention au nom de la Communauté européenne
.../..

The New Commission and SGI

In his communication of 26th January 2005 on "Strategic objectives 2005-2009", president Barroso stipulates that an environment which is favourable to the enterprise will preserve "the acknowledged special role of services of general interest" (point 1.1, 2nd subparagraph).

It is a significant point to be underscored, even if, besides all that, the working program seems to result from the lowest common denominator likely to bring together the twenty five commissioners of the new Commission. Commenting on this program, president Barroso specified that he was convinced that "strong services of general interest are essential for a modern dynamic economy and contribute in guaranteeing the cohesion of the Union. It is an issue to which the Commission will come back this year "

Services framework-directive

During the presentation of his strategy to relaunch the European growth, before the European Parliament, on February 2nd, 2005, José Manuel Barroso announced that the Commission was "ready to actively work with the Parliament and the Council in order to come up with an acceptable agreement, in the perspective of the first reading at the Parliament. We shall, particularly, focus on such areas as the implementation of the principle of the country of origin and its potential impact in certain sectors". Commissioner Verheugen, in charge of enterprise and industry has, on his part, assured that the Commission would ensure "that the directive take into account all expressed concerns on public services".

On its part, the internal market and consumer protection committee of the European Parliament announced, on 3rd February 2005, the creation of a working group, on directive services, which will accompany the work being carried out by the parliamentary committee, in the preparation of its report. Evelyne Gebhardt wished that the group be opened to all members of Parliament competent on the issue. For reasons of transparency, the meetings will be public, the Council and the Commission will be invited. Four meetings have already been scheduled, on February 28th, March 17th, April 7th and 20th

Aarhus Convention

The environment Council, held on 20th December managed, in particular, to reach a policy agreement on two texts which transpose the Aarhus Convention into Community legislation. It concerns a Regulation proposal giving citizens and their representatives the right to take part in environmental decisions and the right of access to information held by all the European institutions and Union bodies, as well as a decision proposal in view of the ratification of the Convention on behalf of the European Community

Un troisième texte demeure sur la table du Conseil pour achever la transposition de la Convention. Il s'agit d'une directive relative à l'accès à la justice de tous les citoyens dans les Etats membres pour faire appel des décisions prises par les institutions européennes en matière d'environnement.

La Convention d'Aarhus, ou "Convention sur l'accès du public à l'information, à la participation au processus décisionnel et l'accès à la justice dans les questions environnementales" a été adoptée le 25 juin 1998 par la quatrième conférence ministérielle du processus "Environnement pour l'Europe". Placée sous l'égide des Nations Unies, elle lie les questions environnementales avec les droits de la personne. La Convention est entrée en vigueur le 30 octobre 2001 et elle est progressivement ratifiée par les gouvernements nationaux.

Plus d'information sur <http://www.unece.org/env/pp/>

Marchés publics

La Commission européenne a publié, le 7 janvier dernier, une décision relative aux modalités d'application des procédures de marchés publics dans les secteurs de l'eau, l'énergie, les transports et les services postaux (Journal Officiel du 11 janvier, L 7). Cette décision, qui s'inscrit dans la volonté de simplification et de transparence des règles de passation des marchés publics, précise les modalités d'application de l'article 30 de la directive 2004/17/CE dite "secteurs spéciaux" qui permet à la Commission d'évaluer si une activité est directement exposée à la concurrence.

Accès au document : http://europa.eu.int/eur-lex/lex/LexUriServ/site/fr/oj/2005/l_007/l_00720050111fr00070017.pdf

Cour de justice

Dans un arrêt C-84/03 du 13 janvier 2005, la Cour dit que l'Espagne n'a pas transposé correctement dans son droit interne les directives 93/36 CEE portant sur la coordination des procédures de passation de marchés publics de fournitures et 93/37/CEE portant sur la coordination des procédures de passation de marchés publics de travaux, et donne raison à la Commission européenne.

La loi espagnole a, en effet, exclu de son champ d'application, les entités de droit privé, alors même qu'elles peuvent être des organismes de droit public, ainsi que les accords de collaboration conclus entre les administrations publiques et les autres entités publiques, par conséquent, les accords qui constituent des marchés publics au sens de ces directives. La loi espagnole a, également, permis le recours à la procédure négociée dans des cas non envisagés par les directives.

L'arrêt rappelle que, selon une jurisprudence constante, la notion d' "organisme de droit public", est une notion de droit communautaire qui doit, de ce fait, recevoir une interprétation autonome et uniforme dans toute la Communauté. Cette notion est définie d'un point de vue fonctionnel au regard exclusivement de trois conditions cumulatives : organisme créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, doté de la personnalité juridique et dépendant étroitement de l'Etat, de collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public.

A third text, still pending on the Council's agenda, is on the completion of the transposition of the Convention. It concerns a directive on the access to justice for all citizens in Member States, the right to challenge, decisions taken by the European institutions as regards the environment.

The Aarhus Convention, or "Convention on the access of the public to information, participation in the decision-making process and the access to justice on questions concerning the environment" was adopted on 25th June 1998 at the Fourth Ministerial Conference in the "Environment for Europe" process. Placed under the auspices of the United Nations, it associates environment issues with the rights of individuals. The Convention came into effect on October 30th, 2001 and it is gradually being ratified by national governments.

Further information at <http://www.unece.org/env/pp/>

Public procurements

On 7th January 2005, the European Commission published a decision concerning methods of the implementation of procedures of awarding public contracts in water, energy, transport and the mail service sectors (Official Journal of January 11th, L 7). This decision, which is part of the efforts towards the simplification and transparency of the rules for the awarding of public contracts, specifies modes of the implementation of article 30 of directive 2004/17/CE known as "special sectors" which enables the Commission to assess whether or not an activity is directly open to competition.

Access to the document at : http://europa.eu.int/eur-lex/lex/LexUriServ/site/en/oj/2005/l_007/l_00720050111en00070017.pdf

Court of Justice

In its ruling C-84/03 stop of 13th January 2005, the Court states that Spain failed to transpose correctly in its national legal system Council directives 93/36 the EEC coordinating procedures for the award of public supply contracts, and directive 93/37/CEE concerning the coordination of procedures for the award of public works contracts, and decided in favour of the European Commission.

The Spanish law has, indeed, excluded from its scope of application, undertakings of codified law, whereas they could be public law undertakings, as well as, cooperation agreements reached between public authorities and other public undertakings and, consequently, also, agreements which constitute public contracts for the purpose of those directives. The Spanish law has, also, allowed the recourse to negotiated procedure to be used in cases which are not provided for in those directives.

The judgement recalls that, according to a settled case law, the concept of "body governed by public law", is a concept of Community law which should, as a result, be given autonomous and uniform interpretation throughout the Community. This concept is defined in functional terms exclusively under the three cumulative conditions: organization created to specifically meet the needs of general interest having other features than industrial or commercial, provided with legal personality and closely dependent on the State, territorial authorities or other statutory bodies.